

# Les ports commerciaux équipés de scanners mobiles

Page 4

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3861 - Mardi 3 mai 2016 - Prix : 10 DA

Pour son rôle dans l'internationalisation de la cause algérienne

## Hommage à M'hamed Yazid

Page 3

Saadani parle de «collaborateurs de la France»

# «L'élection présidentielle aura lieu en 2019 et pas avant»

Page 3

### Le silence douteux des opposants

Par Mohamed Habili

**D**écidément rien n'a pu ranimer le soi-disant front uni de l'opposition, qui s'est appelé tour à tour la CNLTD, puis la CLTD, et enfin l'ISCO, ni la tenue de son deuxième congrès, dit Mazafran2, ni la photo de Valls, conçue pourtant pour donner un électrochoc à tout ce que le pays compte d'opposants, non pas tant d'ailleurs au système qu'à Bouteflika. On peut même être plus catégorique encore : Mazafran2 loin de relancer un projet languissant lui a au contraire, et comme de juste, délivré son certificat de décès. Mais ses tenants font encore semblant d'y croire, même si désormais il n'y a plus que deux de ses anciennes têtes d'affiche, Soufiane Djillali et Abdallah Djaballah précisément, pour à l'occasion continuer d'y aller de leurs rodomontades comme si de rien n'était. C'est ainsi qu'ils ont été les seuls à ne pas craindre de se saisir de la perche tendue par le Premier ministre français – ce dont se sont gardés les autres, et d'abord par instinct de conservation – en renouvelant dans la foulée leur appel au départ du président Bouteflika. Pas même donc à une élection présidentielle anticipée, ce qui aurait été politiquement moins suicidaire. Ni Ali Benflis ni Ahmed Benbitour n'ont voulu être de près ou de loin associés à la provocation de Valls, dont tout indique qu'il n'est pas près de remettre le pied en Algérie.

Suite en page 3

## Détresse des malades en attente de greffe

# Insuffisance de dons d'organes à partir d'un cadavre

● **Abdelmalek Boudiaf : la mise à la retraite des professeurs de CHU n'est pas «une sanction»**



Depuis des années que les services du ministère de la Santé organisent des campagnes de sensibilisation sur la nécessité d'encourager la transplantation rénale à partir de cadavres, aidés en cela par des associations de malades et des représentants des collectivités locales, les résultats sur le terrain sont insignifiants, pour ne pas dire nuls.

Page 2

Journée mondiale de la liberté de la presse

## La presse électronique s'impose dans le paysage médiatique algérien

Page 4

Concert «Une Américaine à Alger»

## Du jazz dans les cahiers de Amine Kouider

Page 13

Détresse des malades en attente de greffe

# Insuffisance de dons d'organes à partir d'un cadavre

■ Depuis des années que les services du ministère de la Santé organisent des campagnes de sensibilisation sur la nécessité d'encourager la transplantation rénale à partir de cadavres, aidés en cela par des associations de malades et des représentants des collectivités locales, les résultats sur le terrain sont insignifiants, pour ne pas dire nuls.

Par Meriem Benchaouia

**B**ien que la religion autorise et même encourage le don d'organes à partir de cadavres, la société algérienne sacralise le défunt et refuse souvent tout prélèvement, même si celui-ci peut sauver une autre vie. En effet, depuis des années que les services du ministère de la Santé organisent des campagnes de sensibilisation sur la nécessité d'encourager la transplantation rénale à partir de cadavres, aidés en cela par des associations de malades et des représentants des collectivités locales, les résultats sur le terrain sont insignifiants, pour ne pas dire nuls. Le nombre de cas de greffes effectuées à partir de cadavres est infime. Les malades crient leur détresse... en vain. Dans ce sens, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, a déploré hier à Alger, que l'activité de transplantation d'organes sur donneurs décédés en Algérie soit en deçà des besoins des nombreux malades, en attente de greffes. S'exprimant à l'ouverture du séminaire international sur la «Coordination hospitalière pour le prélèvement multi-organes» sur donneur décédé, le ministre a relevé qu'«en dépit des avancées enregistrées dans le domaine des transplantations d'organes, l'activité demeure en



deçà des besoins exprimés par les nombreux malades, en attente de greffes». Il a cité, à ce propos, les pathologies des insuffisances rénales et des insuffisances hépatiques, pour lesquelles les greffes effectuées jusque-là, sont essentiellement sur donneurs vivants. Corroborant ses dires par des statistiques, M. Boudiaf a fait savoir que pour la greffe rénale, la moyenne annuelle tourne, au mieux, autour de 230 greffes, ce qui est «très peu comparativement aux demandes éligibles potentielles», se comptant par plusieurs milliers. «Cette situa-

tion montre les limites de la greffe à partir de donneurs vivants et indique de façon claire que la seule alternative est dans la mise en place d'un cadre organisationnel adéquat assurant le développement de la greffe d'organes, de tissus et de cellules à partir de donneurs en état de mort encéphalique», a-t-il poursuivi. Il a estimé qu'à ce titre, la situation des insuffisants rénaux chroniques «est édifiante, dans la mesure où sur les quelque 23 000 patients actuellement dialysés ou en pré-dialyse, seul un tiers est éligible à la greffe», au regard de l'âge avancé du reste

des malades. Plaidant pour une «actualisation du cadre juridique régissant l'activité de greffe et organisant les conditions du prélèvement», M. Boudiaf a insisté également sur une coordination hospitalière qui permette «à tous les intervenants de maîtriser les codes et protocoles en la matière». A ce propos, il a appelé à une «adaptation des urgences hospitalières pour une plus grande efficacité» de sorte à influencer «positivement» sur les proches du donneur décédé potentiel, en les amenant à consentir au prélèvement. Il a rappelé, dans ce cadre, l'expérience menée par le département qu'il dirige en 2002 et ayant révélé que la société «est favorable» au don d'organes, en même temps qu'elle a démontré «les freins qui limitent le développement du prélèvement à partir de donneurs décédés». «Tous les services des urgences, et plus particulièrement ceux des centres agréés pour les prélèvements, doivent s'organiser pour que les équipements nécessaires au diagnostic de la mort encéphalique soient accessibles en H24», a-t-il insisté, notant que le donneur potentiel «peut se présenter à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit». Dans le cadre du projet d'établissement, le ministre a insisté sur la mission incombant aux centres de prélèvement, à

savoir «être en mesure d'assurer toutes les analyses biologiques nécessaires dans des délais médicalement acceptables». Le développement de la greffe à partir de donneurs décédés «devra être le fait d'un véritable plan de développement», a-t-il également préconisé, soulignant qu'avec la mise en place de l'agence nationale des greffes, les moyens sont «en passe d'être réunis pour assurer un démarrage effectif et pérenne» de cette activité. La mise en place des banques de tissus ainsi que la mise sur pied d'une logistique codifiée s'agissant du transport des organes, des receveurs ou la mobilisation des transplantateurs, font également partie de ces moyens, a noté le ministre, s'engageant à «accompagner durablement» l'agence des greffes par une stratégie de sensibilisation et de communication. Abordant la dimension religieuse de la question, le ministre de la Santé a considéré que «contrairement à l'idée répandue, celle-ci ne pose aucun problème», arguant de ce que le Haut conseil islamique (HCI) ainsi que le fonds documentaire des institutions islamiques de référence «vont dans le sens de la promotion du prélèvement d'organes, se référant en cela à la position encourageante de cheikh Hamani». **M. B.**

Abdelmalek Boudiaf :

## La mise à la retraite des professeurs de CHU n'est pas «une sanction»

**L**e ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a affirmé lundi à Alger que la mise à la retraite des professeurs de CHU ayant atteint l'âge légal «n'est pas une sanction». Le ministre a précisé dans une déclaration à la presse en marge du séminaire international sur la coordination hospitalière dans le prélèvement d'organes sur des personnes en état de mort céré-

brale, que la mise à la retraite des professeurs de CHU ayant atteint l'âge légal «n'est pas une sanction» comme le prétendent certains mais il s'agit d'«une décision qui s'inscrit dans le cadre des lois en vigueur sur les plans national et international». Le ministre a déploré le fait que des professeurs âgés de 65 ans s'accrochent encore à leurs postes, affirmant que si un professeur est sollicité par un service ou

un établissement, il doit signer une convention avec le ministère de la Santé pour pouvoir poursuivre son activité en tant qu'activité supplémentaire. Il a affirmé que les professeurs mis à la retraite peuvent poursuivre normalement leur activité pour l'encadrement pédagogique des thèses ou le suivi des projets de la recherche scientifique ou encore se consacrer à l'écriture. S'agissant de ceux qui

occupent des postes de chefs de services (165 professeurs), le ministre a précisé que la mise à la retraite de ces derniers permettra aux jeunes professeurs d'occuper les postes vacants, appelant les concernés à ne pas considérer cette décision comme une sanction. Selon le premier responsable du secteur, la décision de mise à la retraite des professeurs de CHU intervient conformément aux lois en vigueur. **R. S.**

## Secteur de l'artisanat et de l'industrie traditionnelle Création d'un million d'emplois selon Ghoul

«**A**u vu du développement des métiers de l'artisanat et de l'industrie traditionnelle, notamment dans les régions du Sud, nous avons l'objectif de créer un million d'emplois dans le secteur», a déclaré, hier à Alger, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat Amar Ghoul, lors d'une visite de travail dans la wilaya. Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, M. Ghoul a en effet, rappelé hier lors de sa visite de travail dans plusieurs lieux de la capitale, de l'importance que revêt le secteur de l'artisanat à contribuer au tourisme dans notre pays. «Les métiers de l'artisanat et de l'industrie traditionnelle jouent un rôle essentiel dans le développement du tourisme ainsi que de notre économie locale. A ce propos, les régions du Sud, surtout, ont connu un progrès considérable ces dernières années

d'où l'intérêt d'encourager davantage ce secteur», a-t-il laissé entendre. A cet effet, ce dernier a annoncé la création prochaine d'un million de postes d'emploi dans le secteur. En plus donc d'encourager les professionnels à faire valoir plus les métiers de l'artisanat et industrie traditionnelle, Ghoul n'a pas manqué de dresser un bilan satisfaisant quant à la réalisation des innombrables projets lancés dans le cadre de la modernisation des infrastructures touristiques et hôtelières. S'exprimant sur ce point, il a souligné que «dès fin 2017, presque la totalité des projets qui ont été lancés que ce soit dans le cadre de la modernisation des infrastructures, ainsi que de celui de l'aménagement du littoral, tous seront près à l'ouverture», a-t-il indiqué lors d'une visite d'inspection au littoral

des Sablettes. «Je ne peux cacher ma joie par rapport au respect des délais, car toutes les directives que nous avons laissées ont toutes été appliquées», a-t-il ajouté. Pour ce qui est justement de l'aménagement et élargissement du littoral d'Alger, le ministre a constaté sur place un avancement positif concernant le projet de construire une gare maritime avec un parking ayant une capacité d'accueil de 6 000 estivants. A ce propos des espaces de loisirs et de détente pour les familles sont également prévus dans le cadre de ce projet et deux restaurants seront prêts pour fin juin, contrairement au reste du projet, qui lui, est prévu pour 2017, a-t-on appris auprès des responsables. Par ailleurs, après s'être rendu dans plusieurs hôtels à Zéralda et Staoueli, à l'exemple des Sables

d'or et Abbassides, Ghoul a, une fois de plus, insisté sur la formation et la professionnalisation du secteur du tourisme et de l'hôtellerie, car selon lui, cela est la base pour sa dynamisation. A ce sujet, il a dit que «les méthodes des métiers du tourisme ont changé, et avec le changement aussi l'équipement moderne dont nous avons doté les différentes infrastructures, nous sommes dans l'obligation de moderniser également les personnels et ce, avec des formations spécialisées», a-t-il affirmé en s'adressant au directeur du centre de thalassothérapie de Sidi Fredj. Pour ce qui est des tarifications, le ministre a promis des baisses de prix, une fois l'équilibre entre l'offre et la demande atteint par son département. **Yacine Djadel**

Saadani parle de «collaborateurs de la France»

# «L'élection présidentielle aura lieu en 2019 et pas avant»

■ Saadani est affirmatif, l'élection présidentielle aura lieu en 2019 et non avant et " ceux qui croyaient l'organiser en 2016 n'ont qu'à ranger leurs costumes, mettre un survêtement et attendre 2019 " a-t-il dit hier lors d'une cérémonie organisée par le FLN à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse.



Par Nacera Chennafi

Après une longue absence, alors que la scène politique était en ébullition après les atteintes de quelques médias français à l'image du Président de la République en plus du tweet de Premier ministre français Manuel Valls, le secrétaire général du FLN, Amar Saadani a fustigé ce qu'il a qualifié de «collaborateurs avec la France qui se positionnent actuellement contre ce pays alors que ceux qui étaient des ennemis de la France, insultent le président de la République». C'est une manière, probablement, pour Saadani

de s'attaquer une nouvelle fois au SG par intérim du RND, Ahmed Ouyahia sans le citer directement. « Face à cette situation, on leur laisse la parole » dira Saadani en réponse à une question de la presse.

Pour rappel, Ouyahia avait répondu d'une manière très forte au tweet de Valls alors que Saadani était absent de la scène médiatique et politique.

Saadani a choisi la célébration de la journée mondiale de la presse pour s'exprimer et surtout répondre à ceux qui l'ont critiqué pour son silence sur le tweet de Manuel Valls.

Saadani est affirmatif, l'élection présidentielle aura lieu en

2019 et non avant et «ceux qui croyaient les organiser en 2016 n'ont qu'à ranger leurs costumes, mettre un survêtement et attendre 2019» dira Saadani avant d'ajouter que «le Président Bouteflika a été élu par le peuple algérien à l'intérieur des frontières de l'Algérie et non à l'extérieur».

Dans ce cadre, il dira avec une grande assurance «L'Algérie va bien, le président va bien. Ce n'est pas un tweet qui va changer quelque chose». Le Sg du FLN a estimé que le Premier ministre français a tweeté parce qu'il «est venu en Algérie dans l'espoir d'avoir des contrats qu'il n'a pas obtenus». En réponse à

une question sur la tournée de l'ex ministre de l'Energie, Chakib Khelil dans les zaouïas, Saadani dira que « Chakib Khelil est un cadre de l'État. Les zaouïas sont des lieux purs. On voudrait tous aller dans les zaouïas ». Dans un discours de soutien à la liberté de la presse et à l'amélioration de la situation socioprofessionnelle des journalistes, Saadani a fustigé «les lobbies sionistes» qui ouvrent la voie à travers les médias, à ceux qui appellent à la séparation du pays, comme le «mouvement Mak», tout en mettant en garde contre ce qu'il a qualifié de «terrorisme médiatique».

N. C.

Pour son rôle dans l'internationalisation de la cause algérienne

## Hommage à M'hamed Yazid

Un hommage a été rendu, hier à Alger, au militant de la cause nationale, M'hamed Yazid, notamment pour son rôle joué pour faire entendre la voix de l'Algérie sur la scène internationale. Intervenant lors d'une conférence organisée par le Forum d'El-Moudjahid, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, l'historien et journaliste Amar Belkhouja a considéré M'hamed Yazid comme un «symbole qui a rejoint le mouvement national dès sa jeunesse pour lutter contre la colonisation française et pour l'indépendance du pays». Il a mis en exergue «le riche parcours de ce diplomate fervent nationaliste qui a travaillé avec détermination pour porter la cause algérienne au devant de la scène internationale en de nombreuses occasions, notamment, à la conférence des non-alignés



à Bandung (Indonésie) et aux Nations unies». L'intervenant a appelé à faire «un recueil du travail mené par ce personnage incontournable du mouvement national et de s'en servir comme référence aux jeunes générations». Pour sa part, le moudjahid et ancien diplomate Salah Benkobi a rendu hommage à

«un homme aux compétences avérées qui s'est sacrifié pour l'indépendance de l'Algérie», appelant à «ne pas le laisser dans l'anonymat et mettre en valeur tout ce qu'il a donné pour son pays». Il a salué sa mémoire ainsi que sa détermination, son abnégation et son engagement à l'instar du peuple algérien qui a tant souffert des atrocités commises à son encontre par la colonisation française. «Son travail au plan diplomatique, aux côtés de Hocine Aït Ahmed, notamment, a été crucial pour faire connaître la cause algérienne aux fora internationaux et dénoncer le colonialisme français», a-t-il relevé également. La diplomatie algérienne avait signé son acte de naissance à Bandung, en avril 1955, pour faire entendre la voix de l'Algérie sur la scène internationale et faire connaître le combat du peuple algérien pour sa liber-

été et son indépendance. Celle-ci a été rapidement payante puisque la question algérienne avait été inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'ONU dès l'automne 1955. L'année 1958 marquera, par la suite, l'introduction officielle du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) sur la scène onusienne avec un projet de résolution en vertu de laquelle l'Assemblée générale avait reconnu le droit du peuple algérien à l'autodétermination, tout en prenant note de la disposition du GPRA à engager des négociations avec le gouvernement français. Ce succès a été rendu possible grâce, notamment, aux efforts du représentant du Front de libération nationale (FLN) en Amérique, M'hamed Yazid. Désigné ministre de l'Information et porte-parole officiel du GPRA (de septembre

### LA QUESTION DU JOUR

#### Le silence douteux des opposants

suite de la page Une

En principe, quelqu'un aux responsabilités qui ne peut plus voyager dans un pays qui n'est pas le dernier avec lequel son pays est lié devrait être prié par qui de droit de remettre sa démission. On ne voit rien de tel en France, comme si les sentiments des Algériens ne comptaient pas. Ou comme si le président français, sûr que son homologue algérien n'en a plus pour très longtemps de toute façon, a préféré ne pas se passer des services d'un collaborateur implicitement persona non grata dans un pays supposé être particulièrement ami. Si au lieu de manquer aux usages internationaux à Alger, ç'avait été dans un autre pays qu'il avait sévi, nul doute que ce personnage serait aujourd'hui en bien mauvaise posture dans son pays, si toutefois il était encore en fonction. Les opposants algériens n'ont certes pas voulu paraître des pions aux mains de Valls, mais le fait est qu'on ne les a pas non plus entendus exprimer leur réprobation pour son attitude cavalière envers leur pays à l'endroit de son premier représentant. Ils se sont confinés dans une neutralité douteuse. Or ils auraient pu tout aussi dire son fait à Valls tout en maintenant telle quelle leur opposition à Bouteflika. En se taisant, ils donnent le sentiment d'avoir voulu ménager le représentant d'un pays qui aurait son mot à dire dans les questions de succession en Algérie. Comme si à un degré ou à un autre Manuels Valls pouvait, pour chacun d'entre eux, soit favoriser son ascension soit lui nuire. Cela est archifaux. Ils ne devraient pas craindre des représailles de la part, non pas d'ailleurs de la France, qui elle ne se résume ni dans Valls ni dans son gouvernement actuel, mais du pouvoir français, par définition changeant. Ce qu'ils devraient craindre, c'est l'opinion de leurs compatriotes à leur égard, si celle-ci n'est pas élogieuse. Que Djillali Soufiane et Abdallah Djaballah se moquent de ce que pensent les Algériens, ça peut se comprendre, ils n'ont pas à grand-chose à perdre à les traiter avec désinvolture, mais que d'autres en revanche qui nourrissent des ambitions présidentielles se taisent quand ils devraient au contraire se faire entendre haut et fort, non pas en défense d'un homme, mais d'un pays, par rapport au manque d'un petit responsable français, il y a de quoi douter de leur intelligence politique. Et même de leur instinct de conservation.

M. H.

1958 jusqu'en 1962), il a poursuivi avec brio sa mission de porte-voix d'une Algérie combattante et militante pour le recouvrement de sa souveraineté nationale et de son indépendance.

Anis Y./APS

Opérations douanières sur les containers en un temps record

## Les ports commerciaux équipés de scanners mobiles

■ Afin de renforcer ses missions de contrôle tout en facilitant les procédures de traitement des marchandises, le plus grand port d'Algérie, par lequel transite l'essentiel des marchandises importées, se dote de nouveaux scanners mobiles ultra-modernes. Tous les ports commerciaux en seront équipés pour effectuer les opérations douanières sur les containers et les camions en un temps record.

Par Louiza Ait Ramdane

Dans le cadre du programme national d'acquisition et de rénovation des équipements de contrôle lancé par les Douanes algériennes, le port d'Alger a réceptionné deux nouveaux scanners mobiles.

C'est ce qu'a indiqué hier le ministre des Transports, Boudjamaa Talai, en marge de la cérémonie de réception de ces équipements au port d'Alger, qui a coïncidé avec la commémoration de la journée de l'attentat perpétré le 2 mai 1962 par des éléments de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) au sein du port d'Alger qui a causé la mort d'une centaine de travailleurs algériens et fait de nombreux blessés.

«Tous les ports commerciaux seront dotés de scanners mobiles pour effectuer les opérations douanières sur les containers et les camions en un temps record», a déclaré le ministre. «Il s'agit de deux camions d'une



technologie très avancée qui ont été mis à la disposition de la direction de lutte contre la fraude dans un quai du port d'Alger, en vue de d'assurer une plus grande rapidité dans le traitement des conteneurs et une meilleure efficacité dans leur contrôle. Mais

aussi pour réduire le temps d'attente des bateaux». Le ministre a rappelé aussi, lors d'un point de presse, qu'un accord social de stabilité et de développement des ports d'Algérie a été signé, samedi dernier au port d'Oran, entre l'administration des ports

d'Algérie et la Fédération des travailleurs des ports relevant de l'UGTA. L'accord a été signé par le secrétaire général de la Fédération des travailleurs des ports et le président-directeur général du groupe gérant les ports algériens, rappelle-t-on. La

signature de cet accord s'est déroulée en présence des directeurs des entreprises portuaires qui comptent 16 000 travailleurs.

Le ministre a indiqué que cet accord, qui sera en vigueur pour les cinq prochaines années, insiste sur la stabilité qui permet la poursuite des programmes de développement des ports et le recours au dialogue dans la résolution des conflits. Le ministre a insisté sur la nécessité de la stabilité et le calme pour achever les programmes de développement que connaît le secteur portuaire dans le pays.

L'accord garantit aux travailleurs différents droits, surtout pour améliorer leurs conditions socioprofessionnelles, souligne également Talai. A l'occasion de la commémoration de la journée de 2 mai 1962, le chargé de communication de cette institution, Abderrahmane Timizar, fera savoir que 950 dockers sont permisés à l'entreprise portuaire d'Alger.

L. A. R.

Journée mondiale de la liberté de la presse

## La presse électronique s'impose dans le paysage médiatique algérien

La presse électronique en Algérie a connu, ces dernières années, une nette évolution à la faveur du développement des TIC, pour s'imposer désormais comme une source d'information incontournable du paysage médiatique national. En effet, même si l'apparition de ces nouveaux médias remonte au début des années 2000, cette activité a enregistré une nouvelle dynamique à la faveur du déploiement du haut débit mobile en 2013 dans le pays et à la promulgation du code de l'information de 2012, qui a donné lieu à une assise juridique à l'activité de la presse écrite en ligne. «Il est entendu par presse électronique, au sens de la présente loi organique, tout service de communication écrite en ligne destiné au public ou une catégorie de public, édité à titre professionnel par une personne physique ou morale de droit algérien qui a la maîtrise de la ligne éditoriale de son contenu», lit-on dans cette loi qui a consacré 6 articles sur le sujet. Mais pour distinguer la presse électronique des autres sites web comme les blogs et sites indépendants qui diffusent des articles de presse alors qu'ils n'ont aucun lien avec le monde journalistique, la loi a défini et balisé le créneau. Le texte de loi précise, ainsi, que l'activité de presse écrite en ligne consiste en la production d'un contenu original, d'intérêt général, renouvelé régulièrement, composé d'informations ayant un lien avec l'actualité et ayant fait l'objet d'un traitement à caractère journalistique. Cependant, il reste très difficile de distinguer entre un blog, un agrégateur d'informations ou flux RSS et un site de réflexions et de débats lié à une formation à caractère politique, syndical ou associatif, comme l'explique à l'APS Abderrafiq Khenifsa, journaliste et spécialiste multi-

média. Il est relevé également que la quasi totalité des journaux algériens transpose son contenu sur internet, et la loi stipule dans ce sens que les publications diffusées en version papier ne rentrent pas dans cette catégorie lorsque la version mise en ligne et la version originale sont identiques. Malgré ce foisonnement de sites à contenu informatif, plusieurs sites web d'information sans édition papier (ou pure players) ont réussi à se positionner sur la toile à l'image d'Impact24.info, DIA (Dernières infos d'Algérie), TSA (Tout sur l'Algérie), Maghreb émergent, Algérie 360, pour ne citer que ceux-là. Dans leur majorité, ces journaux électroniques proposent de l'information centrée sur l'actualité politique, économique, sociale et sécuritaire de l'Algérie ainsi que celle régionale et internationale avec des mises à jour régulières, en fonction de l'évolution des événements.

### L'activité soumise à une simple déclaration

Dans ce sens, Tarek Hafid, journaliste et directeur de publication du site Impact24.info, lancé en octobre 2014, a indiqué à l'APS que son journal électronique édité en Algérie a été créé dans le cadre du code de l'information de 2012. Il a expliqué que «l'activité presse électronique, qui est reconnue par la loi organique, est libre et n'est pas soumise à un agrément, mais juste à une simple déclaration du directeur de publication du site internet à déposer au ministère de la Communication». «Concrètement, tous les sites dédiés à la presse électronique sont reconnus légalement. Mais l'activité n'est pas encore tout à fait réglementée en l'ab-

sence d'un décret exécutif», a-t-il regretté, affirmant, à cette occasion, travailler dans «une totale liberté dans la diffusion de l'information». De son côté, DIA, qui est un journal électronique algérien d'informations générales installé à Alger et créé en octobre 2015, se félicite de figurer, en l'espace de quelques mois, parmi les meilleurs journaux électroniques francophones. «L'objectif de DIA est de parler de l'Algérie, de son développement, de son actualité et de ses projets», lit-on sur son site, qui traite des domaines politique, économique, mais surtout des télécoms, de la culture et des médias. TSA Algérie, propriété de la société TSA Media installée à Paris, est l'autre journal électronique qui se distingue sur la toile. Lancé en 2007 «avec peu de moyens financiers», il est considéré par les spécialistes comme l'un des premiers sites dédiés essentiellement à l'information. «En 2015, il comptait 4 millions de visiteurs uniques par mois et 12 millions de pages vues et ses lecteurs se trouvent autant en Algérie que parmi la communauté algérienne à l'étranger», a-t-on estimé de même source. Cependant, la presse électronique manque énormément de financement pour survivre, estiment les responsables des sites électroniques, qui expliquent que la majorité des pure players se financent essentiellement par la publicité, un modèle économique jugé instable. Certains médias, faute de recettes publicitaires, n'ont pas pu se développer convenablement et ont simplement disparu comme le site DNA (Dernières Nouvelles d'Algérie). Pour les responsables de la presse électronique, des fonds existent pour remédier à cet état de fait. Il s'agit, suggèrent-ils, de réserver un quota publicitaire accordé par l'Anep aux journaux électroniques comme

cela se fait avec les quotidiens nationaux.

### Impact positif du haut débit mobile

Dans le même contexte, le haut débit mobile, déployé en 2013 dans le pays, a largement contribué à l'émergence des nouveaux sites d'information, estime M. Khenifsa qui dispose du journal hebdomadaire IT MAG et d'un site dédié au TIC. L'avènement de l'internet mobile dans le pays a permis à la presse électronique de couvrir de plus en plus d'événements et de diffuser l'information en instantané, explique-t-il. Grâce à la téléphonie mobile 3G, le monde de la presse électronique «devient plus accessible et se démocratise». A l'ère du tout numérique et face à la floraison des sites dédiés à l'information, chaque journal électronique tente de se positionner sur la toile en mettant à son profit les dernières technologies de l'information et de la communication. Ainsi, de plus en plus de journaux électroniques et de la presse écrite, qui dispose d'une version en ligne, proposent des applications qui reprennent les plus importantes informations diffusées sur leurs sites officiels. Des experts estiment, en outre, que l'utilisation croissante d'internet va avoir un impact évident sur les médias traditionnels qui perdent de plus en plus leur hégémonie sur le paysage médiatique du pays, soulignant que les articles de presse sont de plus en plus consultés en ligne avec une tendance pour les journaux électroniques qui sont pour eux un média important lorsqu'il s'agit de s'informer. La presse électronique devra également connaître une grande évolution suite à la consécration de la liberté de la presse dans la Constitution amendée en février dernier.

Abderrachid Basta/APS

Tirant parti de la faiblesse du dollar

# Les matières premières reprennent leur course ascendante

■ Les matières premières ont bénéficié en fin de semaine d'un net affaiblissement du dollar alors que la Réserve fédérale américaine (Fed) s'est montrée à nouveau peu pressée de relever ses taux d'intérêt dans l'immédiat.

Par Samy O.

La perspective d'une nouvelle hausse des taux rend le dollar plus rémunérateur et donc attractif pour les investisseurs, ce qui favorise à l'inverse les achats de matières premières alimentaires, libellées pour la plupart dans cette devise. Freinés par des chiffres élevés sur l'offre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), les cours pétroliers ont très légèrement baissé vendredi mais ont signé leur quatrième hausse hebdomadaire et restent proches de leurs records de l'année. Le cours du baril de référence (WTI) pour livraison en juin, qui avait fini la veille à un niveau sans précédent depuis novembre, à 45,92 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), contre 43,73 dollars une semaine plus tôt. A Londres, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin, lui aussi au plus haut de l'année la veille, a fini à 48,13 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE). Le café a connu des trajectoires divergentes en Europe et aux Etats-Unis tandis que le cacao et le sucre ont consolidé leurs gains, continuant à bénéficier de prévisions de déficit pour la saison qui vient de débuter. Le café a en effet pu bénéficier comme toutes les matières premières alimentaires – de la faiblesse du dollar tandis que des retards de récolte en raison de précipitations au Brésil, première région productrice de café au



Ph. &gt; D. R.

monde, ont également pesé dans la balance. Sur le Liffe de Londres, la tonne de Robusta pour livraison en juillet valait 1 580 dollars vendredi, contre 1 557 dollars le vendredi précédent. Sur l'ICE Futures US de New York, la livre d'Arabica pour livraison en juillet valait 122,05 cents, contre 123,15 cents sept jours auparavant. A l'instar du cacao, le sucre a maintenu sa tendance haussière malgré les chiffres en demi-teinte publiés mercredi sur la récolte 2016/2017 au Brésil, premier producteur et exportateur mondial de sucre. Le rapport d'Unica a fait état d'un très fort démarrage pour la saison sucrière 2016/2017 puisque au cours de la première quinzaine d'avril, les usines situées dans le centre-sud du Brésil, principale région productrice du pays, ont transformé plus du double de canne à

sucres par rapport à l'an dernier à la même époque. En outre, le groupement d'industriels s'attend à ce que la transformation dans la région atteigne entre 605 et 630 millions de tonnes de canne au cours de la saison 2016/17, contre 617,65 millions de tonnes l'an passé, avec une production de sucre attendue en légère hausse. A Londres, la tonne de sucre blanc pour livraison en août valait 462,20 dollars, contre 454,40 dollars le vendredi précédent. A New York, la livre de sucre brut pour livraison en juillet valait 15,94 cents, contre 15,56 cents sept jours auparavant. A Londres, la tonne de cacao pour livraison en juillet valait 2 290 livres sterling, contre 2 287 livres sterling le vendredi précédent. A New York, la tonne pour livraison en juillet valait 3 206 dollars, contre 3 153 dollars sept jours plus tôt. Les cours

du blé, du maïs et du soja ont nettement progressé à Chicago dans un contexte favorable à l'ensemble des matières premières, avec notamment l'affaiblissement du dollar, renforcé par de bonnes ventes. Le boisseau de blé pour juillet, lui aussi le plus actif, valait 4,8850 dollars contre 4,7400 une semaine plus tôt (+3,06%). Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en juillet, le contrat le plus actif, a fini la séance vendredi à 3,9175 dollars, contre 3,7550 en fin de semaine précédente (+4,33%). Le boisseau de soja pour juillet, là encore le plus échangé, coûtait 10,2975 dollars contre 9,9625 précédemment (+3,36%). L'or a repris sa marche en avant profitant à nouveau du net affaiblissement du dollar alors que la dernière réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) a confirmé que

la perspective d'une nouvelle hausse des taux américains à court terme était hautement improbable. Sur le London Bullion Market, l'once d'or a terminé à 1.285,65 dollars vendredi, contre 1.243,25 dollars le vendredi précédent. L'once d'argent a clôturé à 17,85 dollars, contre 17,19 dollars il y a sept jours. Les prix des métaux de base échangés sur le London Metal Exchange (LME) ont connu une semaine en deux temps, s'essouffant tout d'abord après leur spectaculaire progression de la semaine précédente, avant de nettement rebondir à nouveau dès jeudi grâce à l'accès de faiblesse du dollar. Si les cours des métaux ont subi un mouvement de correction dans la première partie de la semaine, temporisant avant la conclusion de la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) publiée mercredi, ils sont – une fois cette échéance derrière eux – repartis en nette hausse, parvenant à annuler leurs précédentes pertes. Sur le LME, la tonne de cuivre pour livraison dans trois mois s'échangeait à 5 026 dollars vendredi, contre 5 050 dollars le vendredi précédent, l'aluminium valait 1 673,50 dollars la tonne, contre 1 655 dollars, le plomb valait 1 791 dollars la tonne, contre 1 794 dollars, l'étain valait 17 250 dollars la tonne, contre 17 365 dollars, le nickel valait 9 515 dollars la tonne, contre 9 265 dollars et le zinc valait 1 941,50 dollars la tonne, contre 1 931 dollars. **S. O./agences**

## Prix

### Le pétrole évolue en baisse dans un mode de prise de bénéfice

Les cours du pétrole perdaient un peu de terrain hier en cours d'échanges européens, le marché reprenant son souffle après avoir bénéficié d'une quatrième semaine de hausse et après l'annonce d'un bond des exportations irakiennes. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet, dont c'est le premier jour comme contrat de référence, valait 46,79 dollars sur l'Intercontinental Exchange

(ICE) de Londres, en baisse de 58 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en juin cédait 32 cents à 45,60 dollars. Après être tombés en février à leur plus bas depuis 2003, les cours ont signé la semaine dernière leur quatrième hausse hebdomadaire, restant proches de leurs

records de l'année, malgré une petite baisse vendredi. Mais les analystes ont prévu que ce rebond serait vraisemblablement transitoire, les fondamentaux du marché restant défavorables, avec une surabondance de l'offre que ne parviennent plus à absorber des économies en berne. Illustration de cette abondance: l'Irak, deuxième plus gros producteur de l'Organisation des pays exportateurs de

pétrole (Opep), a annoncé dimanche avoir exporté près de 3,36 millions de barils par jour en avril, proches du record de 3,365 millions recensé en novembre, selon l'agence financière Bloomberg News. Les échanges étaient limités également par l'absence de nombreux courtiers, hier étant un jour férié à Londres ainsi que sur plusieurs places financières asiatiques, notamment en Chine. **Amel B.**

## Changes

### L'euro poursuit sa progression face au dollar

L'euro progresse encore face au dollar hier, la monnaie américaine pâtissant encore des dernières statistiques décevantes aux Etats-Unis, tandis que le yen faisait une pause après sa récente envolée, Tokyo envisageant d'intervenir sur le marché si «nécessaire». L'euro valait 1,1464 dollar contre 1,1452 dollar jeudi. La monnaie unique européenne se reprenait face à la devise nippone à 122,16 yens contre 121,75 yens vendredi soir. Le dollar se stabilisait face à la monnaie japonaise à 106,55 yens contre

106,31 yens vendredi, son plus bas niveau depuis octobre 2014. Le yen, qui s'est envolé la semaine dernière, faisait une pause lundi après que le ministre japonais des Finances Taro Aso a jugé samedi cette situation «extrêmement préoccupante», en ajoutant que les autorités prendraient des mesures pour endiguer cette flambée si cela s'avérait «nécessaire». M. Aso a fait ces déclarations alors que la devise japonaise a atteint son plus haut niveau de ces 18 derniers mois vendredi lors des échanges américains. Elle

avait très nettement grimpé jeudi après que la Banque centrale japonaise (BoJ) avait, contre toute attente, décidé de maintenir en l'état sa politique monétaire et sa batterie de mesures face à une déflation tenace et une économie qui tourne au ralenti. Le dollar s'échangeait encore contre 111,78 yens jeudi avant la réunion de la BoJ. Par ailleurs, le dollar continue de souffrir après la publication d'une série de statistiques décevantes la semaine passée. La plupart des analystes estiment très improbable que la Réserve

fédérale américaine décide en juin de relever les taux d'intérêt, ce qui aurait pour effet de rendre le dollar plus rémunérateur. La livre britannique baissait face à la monnaie européenne à 78,46 pence pour un euro, et demeurait quasiment stable face au dollar à 1,4612 dollar pour une livre. La devise suisse baissait face à l'euro à 1,1001 franc pour un euro, et restait stable face au dollar à 0,9595 franc pour un dollar. La monnaie chinoise était stable face au dollar à 6,4780 yuans pour un dollar contre 6,4780 vendredi. **R.E.**

Souk Ahras

## Réouverture de la placette de l'Indépendance après sa réhabilitation

■ Lancé en novembre dernier, le chantier de réhabilitation de cette placette qui constituait dans les années 1970 le théâtre incontournable des soirées de musique malouf a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de 50 millions de dinars.

Par Rachida R.

La placette de l'Indépendance du centre-ville de Souk-Ahras a été rouverte dimanche après des travaux de réhabilitation, a-t-on constaté.

La placette, appelée également la place des Lions, emblème de la ville en référence aux deux statues de lion en bronze qui trônent au milieu de cet espace, a été inaugurée à l'occasion de la fête des travailleurs.

Lancé en novembre dernier, le chantier de réhabilitation de cette placette qui constituait dans les années 1970 le théâtre incontournable des soirées de musique malouf a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de 50 millions de dinars, a-t-on noté. Les travaux ont concerné la réhabilitation, en utilisant des matériaux nobles, des quatre kiosques de la placette, la réfection de la grande esplanade, l'installation de deux fontaines, l'éclairage et l'aménagement d'espaces verts. Des décors ont été également placés pour



Ph. &gt; D. R.

rappeler l'histoire de l'ancienne Thagaste, depuis Saint Augustin jusqu'à la guerre de Libération nationale. La placette de l'Indépendance continue de constituer le lieu de convergence des habitants de villages et des communes de

Souk Ahras quand ils se rendent au chef-lieu de wilaya. La réouverture de la placette de l'Indépendance a été l'occasion de l'inauguration, par le wali Abdelghani Fillali, d'une exposition d'art plastique signée par les artistes Karim

Khoualdia, Messedek Zerrouki, Odriss Hassania et Mohamed Amine Sahi. D'autres expositions de calligraphie et d'enluminure de l'artiste Sebti Mestour ont été inaugurées au niveau de cette placette.

R. R./APS

El-Bayadh

## Divers projets routiers en cours pour désenclaver la commune d'El-Meharra

Divers projets routiers sont en cours de réalisation dans la commune d'El-Meharra dans le but de désenclaver la région, promouvoir le cadre de vie du citoyen et ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement, a-t-on appris des responsables de la wilaya.

Le projet en cours de raccordement sur 22 km du village de Benhedjam aux limites territoriales avec la wilaya de Naâma, fait partie de ces opérations de désenclavement et vise à réduire la distance vers la ville de Mécheria (Naâma), a-t-on indiqué à la direction des travaux publics (DTP) d'El-Bayadh. Devant être livré durant le

semestre en cours, cet axe routier constitue un trait d'union entre la RN-6, reliant les wilayas de Saïda et Béchar via celle de Naâma, et la RN-47 reliant les wilayas d'El-Bayadh et Adrar, contribuant ainsi grandement à la réduction des distances vers l'extrême sud-ouest du pays, estime la même source.

La commune d'El-Meharra s'est vu accorder également un projet de réhabilitation de 22 km de la route communale du village de Benhedjam, en état de dégradation avancée. Le tronçon routier reliant le village d'El-Khodher et la RN-47 a, de son côté, fait l'objet d'une opération de réhabi-

litation sur un linéaire de 40 km, livrable dans un délai de quatre mois, a-t-on indiqué à la DTP. Les autorités de la wilaya ont, lors d'une récente visite dans cette commune, affirmé que les projets de la DTP ont été retenus avec un caractère prioritaire, devant le mauvais état et la dégradation des routes de cette commune.

Ces opérations devront contribuer à l'impulsion du développement de la région ainsi qu'à l'encouragement de l'investissement à la lumière des potentialités agricoles «prometteuses» que recèle la commune.

Ali O./Agences

Avant fin 2016 à M'sila

## Achèvement des travaux de réhabilitation de 5 zones d'activités

Les travaux d'aménagement et de réhabilitation en cours dans cinq zones d'activités à M'sila seront achevés avant la fin de l'année 2016, ont indiqué les services de la wilaya.

Ces travaux concernent les deux zones d'activités du chef-lieu de la wilaya, aux côtés de celles des communes d'Aïn El Hadjel, Boussaâda et Aïn El Maleh, a précisé la même source, détaillant qu'une enveloppe financière de 600 millions de dinars a été mobilisée pour la concrétisation de ces projets. L'opération, une fois achevée, permettra de mettre à la disposition des

investisseurs dont les projets ont été agréés, des assiettes de terrain destinées à accueillir leurs activités industrielles, dotées de toutes les commodités nécessaires, a-t-on assuré de même source. Les projets de création de nouvelles zones d'activités dans les communes de Metarfa, Berhoum, Sidi Hadjres et Ouled Derradj seront «concrétisés à moyen terme», ont ajouté les services de la wilaya. La même source a affirmé que le foncier industriel dans la capitale du Hodna sera «renforcé avec 300 hectares supplémentaires» avec la concrétisation des projets de nouvelles

zones industrielles, précisant que ces projets devront permettre la mise en place d'une plate-forme «importante» en matière de foncier industriel, la promotion de l'investissement et la création d'emplois ainsi que la diversification de la production industrielle dans le Hodna.

Durant les dix dernières années, la wilaya de M'sila est devenue un pôle industriel en matière de production de matériaux de construction, ce qui a contribué à attirer de nombreux investisseurs nationaux, a souligné la même source.

F.A.

Mascara

## Remise des clés de 40 logements sociaux à Sidi Saïd

LES CLÉS de 40 logements sociaux ont été remises, dans la commune de Sidi Saïd (Mascara), à leurs bénéficiaires lors d'une cérémonie organisée à l'occasion de la Journée mondiale des travailleurs. Les autorités de la wilaya accompagnées de représentants de l'UGTA ont présidé cette cérémonie, lors de laquelle les bénéficiaires ont exprimé leur grande joie. Les responsables de la daïra de Ghriss et de l'APC de Sidi Saïd se sont déclarés prêts à fournir tous les moyens humains et matériels aux bénéficiaires pour les aider dans leur relogement dans de nouveaux logements disposant de toutes les commodités. Le wali de Mascara, Salah El Affani, a rappelé, à cette occasion, le lancement en début d'année courante de l'opération d'attribution de logements au niveau de la wilaya qui devra aboutir en fin d'année à la remise de plus de 10 000 logements tous programmes confondus. A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des travailleurs, un nouveau siège de l'agence de wilaya de l'emploi d'un coût de 47 millions DA a été inauguré. L'agence de wilaya, qui compte sept agences locales, a réussi lors du premier trimestre de l'année en cours à placer 1 708 employés dans des entreprises économiques et des chantiers dont 416 travailleurs étrangers dans des chantiers d'habitat et du projet de la voie express reliant l'autoroute Est-Ouest à Mascara. L'UGTA a honoré, à la Maison de la culture «Abi-Ras-Ennaciri» de Mascara, des travailleurs et des cadres syndicaux ainsi que des étudiants de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) en signe de soutien au combat du peuple sahraoui contre l'occupant marocain.

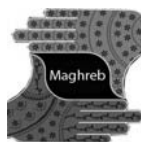
S.T./APS

Saïda

## Colloque national aujourd'hui sur la presse écrite en Algérie

LE 3<sup>e</sup> colloque national des correspondants de presse sur «La réalité de la presse écrite en Algérie» est prévu aujourd'hui à Saïda, a-t-on appris dimanche auprès de la section locale du Syndicat national des journalistes, partie organisatrice. Organisée à la mémoire des regrettés journalistes Filali Nasreddine (ENRS) et Larabi Bachir (El Khabar) à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 3 mai de chaque année, cette rencontre regroupera des correspondants et journalistes de 20 wilayas du pays, ont indiqué les organisateurs. Cette rencontre traitera de thèmes inhérents, entre autres, au professionnalisme de la presse algérienne dans le traitement des sujets d'actualité et de la question du Sahara occidental dans les médias algériens, a-t-on indiqué. Plusieurs communications sont au programme de cette rencontre abondant, entre autres, la situation de la presse écrite en Algérie, l'anarchie du secteur de l'information et le professionnalisme dans les médias algériens. Pour le secrétaire général de la section locale du SNJ, Hadji Brahim Djamel-eddine, l'objectif de ce colloque est de permettre de bénéficier des expériences des universitaires et des journalistes chevronnés et faire la lumière sur la réalité de la presse algérienne en général et celle de proximité en particulier

Ali H.



— Pour amener le Maroc à respecter la légitimité internationale —

## Le peuple sahraoui attend une action du Conseil de sécurité

■ Le Premier ministre sahraoui, Abdelkader Taleb Omar, a déclaré à Oran, que le peuple sahraoui attend une action du Conseil de sécurité de l'ONU pour amener le Maroc à respecter la légitimité internationale.

Par Anis F./APS

Le peuple sahraoui est dans l'attente d'une résolution du Conseil de sécurité pour prolonger la mission de la Minurso chargée de l'organisation du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui devant l'obstination du Maroc et son expulsion de plusieurs éléments de cette mission, a indiqué dans une conférence de presse, Abdelkader Taleb Omar. Il a estimé que «le régime marocain commence à se dérober de ce qu'il avait reconnu auparavant, à savoir l'organisation d'un référendum d'autodétermination, et tente d'imposer la politique du fait accompli». Le peuple sahraoui «ne peut plus admettre ces entourloupettes, surtout quand il s'agit de la réduction du rôle de la mission de la Minurso à veiller sur le cessez le feu», a-t-il ajouté. «Nous ne sommes pas des partisans de la guerre mais de la paix. Seulement nous ne renonçons pas à notre droit à l'indépendance et nous utiliserons tous les moyens légitimes pour défendre ce droit sans occulter le retour à l'action armée», a-t-il déclaré. Parlant des mesures à prendre dans ce sens, le Premier ministre sahraoui a souligné que l'Armée de libération sahraouie a décidé d'un plan portant sur sa préparation à toute éventualité et l'organisation de manœuvres pour jauger ses capacités militaires. «La force des Sahraouis est dans leur volonté et leur détermination pour le droit de vivre», a-t-il souligné. M. Taleb Omar a rappelé, au passage, que la révolution sahraouie a été déclenchée par quelques combattants avec quelques chameaux et quelques fusils, alors qu'aujourd'hui elle se trouve forte de dizaines de milliers de combattants et d'armes.



Le Premier ministre sahraoui, Abdelkader Taleb Omar

### Tout soutien au Maroc est un alignement aux côtés de l'opresseur

Par ailleurs, le Premier ministre sahraoui a réaffirmé que tout soutien au Maroc serait un «alignement aux côtés de l'opresseur». Le responsable sahraoui a rappelé que la question sahraouie est «une question d'occupation d'un territoire». «Tout soutien à la thèse marocaine est en réalité un soutien apporté à un oppresseur», a-t-il souligné, rappelant que le mouvement de solidarité avec la cause sahraouie s'est renforcé, ces derniers temps, à travers le monde, notamment en Afrique et en Amérique latine. «De nombreux autres pays sont convaincus de la justesse de notre cause», a-t-il ajouté. Par ailleurs, Abdelkader Taleb Omar a salué la position de l'Union africaine concernant le Sahara occidental. Dans ce contexte, il a fait part de la fierté de son pays de faire partie de ce continent révolutionnaire qui continue de défendre les valeurs humanitaires, de liberté et de lutte contre toutes les formes d'oppression. Il a également rendu hommage à la position

indéfectible de l'Algérie à l'égard de la question sahraouie et de toutes les causes de libération nationale et de lutte contre le colonialisme et toutes les injustices à travers le monde. Le Premier ministre sahraoui a félici-

té l'Algérie pour le succès qui a marqué les festivités de la fête internationale du travail qui se sont déroulées, cette année à Oran et qui ont été placées sous le thème «solidarité avec la cause sahraouie». **A. F./APS**

### Plus de 570 disparus sahraouis et plusieurs détenus politiques

En outre, Abdelkader Taleb Omar a estimé le nombre de disparus sahraouis à 571 nonobstant plusieurs détenus politiques dans les prisons marocaines, tout en revendiquant de faire la lumière sur leur sort. Lors d'une conférence de presse, le responsable sahraoui a souligné que le nombre de disparus sahraouis est grand, estimé à 571 selon les statistiques d'organisations internationales, auquel s'ajoute celui des détenus politiques dans les geôles de l'occupant marocain dont le dernier en date, Brahim Sika, mort en avril dernier en observant une grève de la faim. Le régime marocain encercle des villes et quartiers sahraouis pour interdire tout regroupement des sahraouis et pratique des mesures répressives violant les domiciles, refoulant et réprimant des Sahraouis dans leurs lieux de travail et leur interdisant de revendiquer leurs droits légitimes à vivre sur leurs terres en toute dignité et utilisant des moyens de pression économique et psychologique, a-t-il évoqué. Ce régime encourage aussi les jeunes sahraouis à la vente et à la consommation de la drogue pour créer des fitnas et porter atteinte au corps sahraoui et à son unité, a-t-il ajouté. Abdelkader Taleb Omar a revendiqué la libération de tous les détenus politiques sahraouis dont le seul tort est d'avoir réclamé leur droit à l'autodétermination, ainsi que l'ouverture du champ au contrôle international et la levée de l'embargo sur le territoire sahraoui, tout en affirmant que le combat se poursuivra jusqu'à la libération totale de tous les détenus sahraouis. **A.F.**

### Libye Une cargaison de pétrole exporté illégalement rendue au gouvernement d'union

UNE CARGAISON de pétrole libyen exporté illégalement a été rapatriée et placée sous le contrôle du gouvernement d'union nationale, reconnu par la communauté internationale, a indiqué dimanche la Compagnie nationale pétrolière libyenne (NOC). «Grâce à l'intervention de la communauté internationale, le *Distya Ameya*, un navire battant pavillon indien qui a tenté de transporter illégalement du pétrole libyen, a restitué sa cargaison à la Libye», a expliqué dans un communiqué le directeur de la NOC à Tripoli, Moustafa Sanallah. Jeudi, l'ONU avait placé ce pétrolier indien sur une liste noire en estimant qu'il transportait du brut libyen «illégalement» pour le compte d'une autorité parallèle libyenne basée dans l'est du pays. La destination finale du pétrolier pourrait être les Emirats arabes unis et cette livraison viole un embargo sur les ventes de pétrole libyen par des entités autres que le nouveau gouvernement libyen d'unité nationale, avait indiqué un diplomate à New York. Parti lundi de l'est de la Libye, le *Distya Ameya* se trouvait mardi au nord d'Al-Bayda (est), avant de faire route vers Malte puis de revenir vers les zones libyennes contrôlées par le gouvernement d'union pour rendre sa cargaison. Le gouvernement d'union a reçu le soutien de la compagnie nationale pétrolière libyenne et entend relancer ce secteur clé de l'économie après de fortes baisses de production dues au conflit qui sévit depuis fin 2011 dans le pays. Issu d'un accord politique signé fin 2015 sous l'égide de l'ONU, le gouvernement d'union s'est autoproclamé en fonction le 12 mars sur la base d'un communiqué d'une centaine de parlementaires (sur 198). Il doit en principe remplacer les deux autorités qui se disputaient le pouvoir depuis 2014. **R.M.**

## Tunisie

### Mise en place d'un nouveau modèle de développement sociétal

La fête du travail coïncide cette année en Tunisie avec le lancement effectif de la mise en place d'un nouveau modèle de développement sociétal permettant d'asseoir une économie forte à haute valeur ajoutée, a déclaré le ministre des Affaires sociales Mahmoud Ben Romdhane. S'exprimant au cours d'une cérémonie au palais des Congrès à Tunis, en présence des trois présidences, le ministre a ajouté que le projet du plan de développement 2016-2020 est venu consacrer cette orientation, à travers l'instauration de nou-

velles relations ouvrières basées sur le dialogue social (gouvernement-syndicat-patronat). Ce nouveau modèle de développement placera les catégories faibles et celles à besoin spécifiques en tête des priorités et garantira le droit de tous à la couverture sociale et aux services de soins, a-t-il assuré. Parmi ses objectifs, figurent également la garantie d'un revenu minimum à tous les Tunisiens ainsi que d'un régime de retraite stable et intégrera les personnes à besoin spécifiques dans la vie économique, sociale et culturelle. Mahmoud Ben

Romdhane a formé le vœu de voir tous ces objectifs atteints en 2020, au terme de la période de réalisation du plan de développement.

Des membres du gouvernement, des députés et des représentants de la société civile et de partis politiques étaient présents à la cérémonie.

### Le Parti des travailleurs dénonce les choix du gouvernement

Le parti des Travailleurs a appelé l'ensemble des sphères

politique, civile et sociale à aller de l'avant sur la voie du militantisme pour s'opposer aux choix et politiques désuets adoptés par le gouvernement de la coalition au pouvoir en l'absence de tout programme ou stratégie qui répond aux revendications du peuple et du pays.

Dans une déclaration à l'occasion de la fête des travailleurs, il a jugé indispensable de faire face aux choix de la dépendance, de l'appauvrissement et de la corruption, de lutter contre les phénomènes de terrorisme et de la contreban-

de, d'imposer la révision du régime salarial, de consacrer la justice fiscale, de revoir le modèle de développement, de trouver des solutions urgentes au chômage et d'améliorer le pouvoir d'achat du Tunisien.

En ce jour anniversaire des travailleurs, le parti a tenu à rendre hommage à la classe ouvrière en Tunisie et dans le monde pour «son militantisme acharné face aux choix des gouvernements libéraux sauvages».

Kamel L./agences

Irak

# Retrait des manifestants de la Zone verte de Bagdad

■ Les milliers de manifestants qui ont occupé durant le week-end la Zone verte de Bagdad se sont retirés de ce lieu ultrasécurisé de la capitale irakienne qui abrite le Parlement, le bureau du Premier ministre et des ambassades.

Par Ali O.

Selon un communiqué distribué dimanche soir par le bureau de l'influent chef chiite Moqtada Sadr dont les partisans représentaient la majeure partie des manifestants, ce retrait a été décidé par respect pour un important pèlerinage chiite. Les manifestants rassemblés sur une grande place de la Zone verte ont entendu l'annonce puis sont partis, mais ils reviendront, a promis l'un d'eux, Hussein al-Ali.

Ils dénonçaient l'inaction du Parlement et réclamaient un nouveau gouvernement capable d'appliquer des réformes anticorruption. L'Irak est en proie à une grave crise politique depuis des semaines, de nombreux partis s'opposant au projet du Premier ministre de mettre en place un gouvernement de technocrates par peur de perdre certains de leurs privilèges. Excédés, des milliers d'Irakiens ont organisé des sit-in et des manifestations depuis des semaines qui ont culminé samedi avec l'invasion de la Zone verte et l'occupation durant plusieurs heures du Parlement.

Dimanche, tranchant avec les tensions de la veille, les manifestants prenaient des photos et déambulaient dans la Zone verte, ordinairement fermée au

public. «C'est la première fois que je viens ici depuis une visite avec mon école sous Saddam (Hussein)», l'ancien président irakien renversé et exécuté en 2006, a dit Youssef al-Assadi, 32 ans, en prenant un «selfie» devant un monument militaire. «C'est l'un des plus beaux endroits de Bagdad. Il devrait être ouvert à tout le monde», a-t-il ajouté. «Ici, il y a l'air conditionné et l'électricité partout alors que la population souffre de coupures de courant en permanence». Après les incidents de samedi, Le Premier ministre Haider al-Abadi a ordonné que les fauteurs de troubles soient traduits en justice, mais les forces de sécurité sont restées à l'écart des manifestants dans la Zone verte dimanche. M. Abadi «a ordonné au ministre de l'Intérieur de présenter à la justice les personnes qui ont attaqué les forces de sécurité, les citoyens et les membres du Parlement et vandalisé les propriétés de l'État», selon un communiqué de son bureau.

Des protestataires avaient attaqué au moins un député et endommagé plusieurs voitures samedi, tandis que d'autres leur criaient d'agir «pacifiquement» et tentaient de limiter les destructions. Des mesures ont été immédiatement prises par le gouvernement pour renforcer la



sécurité autour de la Zone verte. Moqtada Sadr met depuis plusieurs semaines la pression sur M. Abadi, qui peine à faire approuver par le Parlement une équipe gouvernementale composée de technocrates. «Même les plus sectaires des Irakiens voient l'échec de leurs dirigeants et de leur système», estime Patrick Skinner, ancien officier de la CIA désormais consultant au sein du groupe d'analyses straté-

giques Soufan Group. «La question n'est pas "Pourquoi maintenant"», a-t-il déclaré en référence au mouvement de contestation, «mais pourquoi cela a-t-il autant tardé?». «Le système (irakien) ne fonctionne pas», a-t-il ajouté. Mardi, les députés avaient approuvé une partie des candidats technocrates proposés lors d'une séance houleuse qui a vu des parlementaires jeter des bouteilles en direction du

PH: D. R. Premier ministre. «M. Abadi semble de plus en plus impuissant (...) Il est tout simplement très faible», a jugé Kirk Sowell, qui publie la lettre d'information Inside Iraqi Politics. Cette crise est suivie avec inquiétude par les États-Unis qui craignent qu'elle «ne détourne» les autorités de la lutte contre l'EI qui constitue «la véritable menace» pour les Irakiens, selon un haut responsable américain. Dimanche, cette organisation jihadiste sunnite a revendiqué un double attentat suicide à la voiture piégée à Samawa dans le sud du pays, une région majoritairement chiite généralement épargnée par les attaques de l'EI. Les deux attaques suicide ont fait au moins 33 morts et une cinquantaine de blessés. Les États-Unis mènent la coalition internationale qui soutient les offensives des forces irakiennes pour reconquérir les territoires aux mains de l'EI, dont la deuxième ville du pays Mossoul. Cinq ans après la mort d'Oussama ben Laden dans un raid américain, le directeur de la CIA John Brennan a estimé dimanche qu'éliminer le chef du groupe État islamique (EI), Abou Bakr al-Bagdadi, aurait un «impact» important sur l'organisation jihadiste qui a éclipsé Al-Qaïda. A. O.



## Points chauds

### Propositions

Par Fouzia Mahmoudi

Si les candidats de la primaire de droite sont occupés à se critiquer par médias interposés, Nathalie Kosciusko-Morizet ancienne ministre de Nicolas Sarkozy et elle-même aspirante candidate à la présidentielle de 2017 présente ses idées à la presse. Et dans une interview publiée dans le quotidien «Le Parisien» elle n'hésite pas à faire des propositions inattendues. Elle propose en effet rien de moins que de supprimer le poste de Premier ministre et de réduire le nombre de parlementaires. «Il faut régénérer nos institutions», estime la députée Les Républicains de l'Essonne, favorable à la création d'une assemblée constituante qui «réfléchirait à la modernisation de nos institutions, comme en 1789 ou 1945». L'ex-porte-parole de Nicolas Sarkozy durant la difficile campagne présidentielle de 2012 propose notamment de remplacer l'actuel Conseil économique social et environnemental par une «chambre des citoyens» qui «fonctionnerait comme une plateforme en ligne et permettrait à chacun de soumettre une proposition de loi qui, dès lors qu'elle recueillerait au moins 500 000 signatures d'électeurs inscrits, serait obligatoirement débattue devant le Parlement». Elle propose aussi la réduction du nombre de parlementaires : «On irait vers 200 sénateurs et 400 députés, contre 348 et 577 actuellement.» Par ailleurs, juge-t-elle, «avec le temps, notre régime s'est présidentialisé : autant en prendre acte en supprimant la fonction de Premier ministre». «Le président de la République deviendrait ainsi le chef du gouvernement, avec une équipe resserrée de dix grands ministres», préconise-t-elle. Des idées qui ont de quoi séduire les Français qui se plaignent depuis plusieurs années des régimes spéciaux de leurs représentants et qui par conséquent pour un certain nombre d'entre eux ont choisi de voter pour le parti antisystème, le Front National. Mais ces propositions de l'ancienne ministre si elles venaient à être mises favorablement en lumière pourraient attirer ceux qui plus soucieux de voter pour la gauche ou la droite veulent surtout et avant tout un changement en profondeur des institutions qui les gouvernent et qui dirigent leur pays. NKM, qui est dans le bas du tableau dans les sondages, pourrait néanmoins gagner quelques points si ces idées étaient détaillées de façon claire et concrète et pourraient même inspirer d'autres candidats à les lui «emprunter».

F. M.

## Venezuela

### Semaine cruciale pour le projet de référendum anti-Maduro

L'opposition au Venezuela entame hier une semaine décisive, espérant faire valider par les autorités les 2,5 millions de signatures recueillies en faveur d'un référendum contre le président socialiste Nicolas Maduro, cible d'une exaspération populaire croissante.

La coalition de la Table pour l'unité démocratique (MUD), majoritaire au Parlement, remettra hier ou mardi au Conseil national électoral (CNE) les signatures. Celles-ci ont été obtenues en à peine deux jours la semaine dernière, les habitants s'étant déplacés en masse aux différents points de collecte installés dans le pays. Un tel succès en quelques heures "est probablement un record mondial", s'est félicité dimanche l'un des chefs de l'opposition, Henrique Capriles, dans une intervention filmée et diffusée via Twitter. «C'est en outre une démonstration de poids que nous les Vénézuéliens choisissons la voie constitutionnelle, démocratique, pacifique, nous voulons décider avec notre voix, notre vote, l'avenir de notre pays», a ajouté le candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2013. Le CNE, réputé proche du gouvernement, vérifiera si le minimum de voix requis (195 721, 1% de l'électorat) a été atteint, appellera les signataires à confirmer en personne leur choix, avant de pro-

céder à une ultime vérification. L'ensemble du processus pourrait prendre un mois, voire plus si le CNE tente de le retarder, puis l'opposition devra franchir une deuxième étape en réunissant quatre millions de voix en trois jours pour convoquer le référendum, qu'elle espère organiser dès fin novembre. Le référendum révocatoire n'a été utilisé qu'une seule fois dans l'histoire du pays, contre l'ex-président Hugo Chavez (1999-2013) en 2004: il s'était soldé par un échec. Cette fois, il pourrait bénéficier du climat de grogne sociale croissante, illustrée par les émeutes et pillages de ces derniers jours à Maracaibo (nord-ouest), deuxième ville du pays. Près de 68% des Vénézuéliens, excédés par les pénuries et une inflation à trois chiffres, souhaitent un départ du président le plus vite possible et une nouvelle élection, selon un sondage de Venebarometro publié jeudi. Mais l'héritier politique d'Hugo Chavez garde un pouvoir important, contrôlant le gouvernement et la plupart des institutions.

Il a exhorté ses partisans à entrer en «rébellion» en cas de succès du référendum, mais de manière «pacifique», se définissant comme «l'être humain le plus attaqué au Venezuela».

Alors qu'une crise économique et énergétique frappe de plein fouet le pays sud-améri-

cain, ses 30,7 millions d'habitants ont vu ces dernières semaines leur quotidien chamboulé, devant se plier à une batterie de mesures, parfois spectaculaires, imposées par l'exécutif.

Le 25 avril, des coupures de courant d'au moins quatre heures par jour sont entrées en vigueur dans une grande partie du territoire. Le 26, le président Maduro a décrété que les fonctionnaires ne travailleraient plus que les hier et mardi.

Le 1er mai, enfin, le pays a avancé ses aiguilles de 30 minutes, passant au fuseau horaire - 04h00 GMT pour profiter plus longtemps de la lumière du jour.

L'objectif de ces mesures? Economiser l'électricité, qui fait cruellement défaut alors que le phénomène climatique El Niño a engendré la pire sécheresse en 40 ans selon le gouvernement.

Le Venezuela n'a plus les ressources nécessaires pour importer de l'énergie: son économie, fondée presque uniquement sur ses abondantes ressources pétrolières, s'est effondrée quand les cours du brut ont chuté.

Les coupures sont «un sacrifice nécessaire», a plaidé dimanche le président Maduro lors de la traditionnelle manifestation du 1er mai, tentant de redorer un peu sa popularité en augmentant de 30% le salaire minimum.





## Concert «Une Américaine à Alger»

# Du jazz dans les cahiers de Amine Kouider

■ «Une américaine à Alger», un concert de musique animé vendredi à Alger par l'Américaine Fe Avouglan et l'Orchestre symphonique national (OSN), dirigé par le maestro Amine Kouider, dans une ambiance relâchée marquée par les sonorités du jazz.

Par Adéla S.

À l'Auditorium Aïssa-Messaoudi de la Radio algérienne, le public, relativement nombreux est venu apprécier, le temps d'un concert thématique, les plus grandes œuvres classiques de la musique américaine du siècle dernier, rendues par Fe Avouglan, une soprane à la voix puissante et limpide.

Durant plus d'une heure, des pièces qui ont marqué l'histoire de la musique contemporaine américaine ont été enchaînées avec professionnalisme par les quelque 80 musiciens de l'OSN embarquant l'assistance dans la nostalgie d'un temps où la créativité était à son apogée.

D'entrée déjà, les sonorités à consonances jazz dans, «Crazy

Girl» et «Porgy and Bess» de George Gershwin (1898-1937), ont donné le ton à un programme qui s'annonçait décalé, où la rigueur et la rectitude du classicisme universel étaient tempérées.

La soprane Fe Avouglan a ravi le public avec une voix qui porte, à la douceur apaisante et à la tessiture large, atteignant dans «Summertime» et «My Man Is Gone Now», également de G.Gershwin, des gammes de hautes modulations.

Enchaînant dans le genre Gospel les pièces, «Ain't Gonna Let Nobody Turn Me Around», «Amazing Grace», «Evry Time I Feel The Spirit» et «Freedom», la cantatrice américaine a gagné le cœur des spectateurs qui ont apprécié ses grandes capacités



vocales et son interprétation longtemps applaudie.

«Hoe-Down (From Rodéo)» d'Aaron Copland (1900-1990) a plongé l'assistance dans une ambiance, marquée par les envolées phrastiques des violons dans des airs festifs du far-west qui ont ramené à la mémoire les us et coutumes des plaines et des montagnes rocheuses du littoral pacifique. «West side story», «Symphonic Dances» et «America» de Léonard Bernstein (1918-1990)

ont créé une ambiance de délectation, caractérisée par la variation des rythmes irréguliers et syncopés, incitant les instrumentistes à faire valoir leurs qualités techniques.

Parmi les musiciens qui ont brillé de musicalité dans des pièces difficiles sur le plan rythmique, les percussionnistes Mohamed Fouad Torqui au xylophone, Wood Block et Cow Bell (cloches aux sons étouffés et ouverts), Tesbia Arezki aux timbales et Soudani Mahmoud à la

batterie. Dans un retour aux sources, «Ya Rassoul Allah, enta El Habib» a clos le spectacle, judicieusement enchaîné à «Oh ! Susanna», un blackface Minstrel Song (chant, danse, musique et comédie) de Stephen Foster (1826-1864), repris en version berouali, dans un rythme 6/8 incitant au déhanchement.

Accompagnée par plusieurs grands orchestres aux Etats-Unis et en Europe, Fe Avouglan participe à différents concours de chant d'opéra et obtient en 2013 le 1<sup>er</sup> prix au «Summerfest Europe», à Verviers en Belgique.

Elle se produit dans plusieurs festivals en France et aux Etats-Unis, notamment et est distribuée à Pittsburgh (Pennsylvanie-USA) dans «A New Kind of Fallout», un nouvel opéra dont les musiques sont de Gilda Lyons.

Créé en 1992, l'Orchestre symphonique national a été lancé en 1997 sous la baguette du regretté maestro Abdelwahab Salim, disparu le 26 novembre 1999. Regroupant actuellement plus de 80 musiciens, l'OSN est dirigé depuis 2001 par le maestro Abdelkader Bouazzara.

Le concert «Une américaine à Alger» est organisé par l'OSN en collaboration avec la Radio algérienne et le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), où il est programmé samedi pour une deuxième représentation.

A. S./APS

## Les 3 et 4 mai à Mostaganem

### Colloque international sur les prestations dans les bibliothèques publiques

La bibliothèque principale de lecture publique de Mostaganem abritera, les 3 et 4 mai courant, un colloque international sur le thème «Qualité des prestations en bibliothèques publiques en Algérie», a-t-on appris dimanche des organisateurs.

Cette rencontre vise à ouvrir le champ de la recherche sur les indicateurs de performance dans les bibliothèques en adoptant des mesures de la qualité surtout la norme «Iso 11620».

Les participants d'Algérie, de France et de Tunisie aborderont plusieurs aspects de la qualité de services dans les bibliothèques publiques à travers cinq axes traitant du service public, de la gestion, de l'évaluation de la qualité, des normes et termes de référence du service et de la médiation et des compétences professionnelles.

Plusieurs communications sont au programme de cette rencontre abordant, entre autres, les mesures et normes d'évaluation

de la qualité des services des bibliothèques publiques, des cas de bibliothèques à l'ouest du pays, de la qualification académique des bibliothécaires, des exigences en bibliothèques universitaires et du projet de médiation documentaire numérique.

Ce colloque est initié par la bibliothèque principale de lecture publique de Mostaganem et le laboratoire de recherche en systèmes d'archives et information en Algérie de l'université d'Oran 1. **Racim C.**

## Université d'Oran

### Le laboratoire de recherche se procure 23 films sur la guerre de Libération nationale

Le Laboratoire de recherche sur le répertoire des films de guerre dans le cinéma algérien et leur archivage, relevant de l'université d'Oran 1 Ahmed-Benbella, s'est procuré 23 films sur la guerre de Libération nationale réalisés à l'époque coloniale, a-t-on appris samedi de son directeur.

Le Laboratoire a acquis des copies de ces œuvres cinématographiques, qui n'ont jamais été projetées devant le public, auprès du Centre français des archives du cinéma d'Afrique noire, a indiqué l'universitaire Aïssa Ras El Ma. Ces films ont été réalisés par des cinéastes français et algériens (émigrés), a

déclaré le directeur du laboratoire, signalant également la collecte de matières historiques sur le film révolutionnaire dont des scénarios de cinéastes algériens, a-t-on ajouté.

Parmi les films acquis, une copie du documentaire «Zerda et chants d'oubli» de l'écrivaine Assia Djebbar (1936-2015), qui décrit le legs culturel à l'époque coloniale en Algérie, a-t-on ajouté.

Agréé en 2010 par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ce Laboratoire, encadré par 20 chercheurs, a édité sa première revue spé-

cialisée en 7<sup>e</sup> art intitulé «Perspectives cinématographiques». Il a organisé également des ateliers sur le cinéma au profit d'étudiants du département des arts de l'université d'Oran1 qui préparent une licence spécialité cinéma, leur apportant aide pour leurs travaux de recherche et mémoires et leur fournissant des équipements pour la réalisation d'œuvres cinématographiques.

En attendant un financement des services compétents, le Laboratoire compte organiser un colloque international traitant du thème «Cinéma et enjeux de citoyenneté».

**R. C.**

## Festival du théâtre arabe du Caire

### Deux pièces théâtrales algériennes présentées

Deux pièces théâtrales algériennes participent à la 14<sup>e</sup> édition du festival du théâtre arabe du Caire dédiée au théâtre maghrébin, qui s'est ouvert samedi, selon la presse égyptienne.

Il s'agit de «Errahla» de Tounes Ait Ali et «Ziarat Maali el wazir» de Nabil Messai.

Prennent part à cette édition qui se pour-

suivra jusqu'au 10 mai, 22 troupes de différents pays arabes et une centaine de comédiens.

Le jury de cette édition, présidé à titre honorifique par l'artiste égyptien Abderrahmane Abou Zahra, est composé du dramaturge algérien Mohamed Cherchell, du marocain Abderrahmane Ben Zidane, du

tunisien Azzedine Madani, du libyen Fethi Kehloul et du jordanien Maher Khemmache.

En marge du festival, est prévue une conférence intitulée «Le théâtre arabe entre Machreq et Maghreb» au cours de laquelle un hommage à titre posthume sera rendu aux comédiens Tayeb Seddiki (Maroc) et Fouad Chetti (Koweït).

**T. G.**

#### Librairie Multi-livres ETS CHEIKH/ Tizi-Ouzou CONFÉRENCE/DÉBAT & VENTE-DÉDICACE

La librairie Multi-livres ETS CHEIKH, 19 Avenue ABANE Ramdane, Tizi-Ouzou, organise, le dimanche 08 mai 2016, à partir de 14h, une conférence/débat suivie d'une vente-dédicace avec l'écrivain Dominique WALLON pour son Livre «COMBATS ÉTUDIANTS POUR L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE», paru aux éditions «CASBAH EDITIONS».

#### RENDEZ-VOUS CULTURELS

##### Galerie des ateliers Bouffée d'art

Jusqu'au 12 mai :

Deuxième édition du salon du jeune talent. Avec Hadia Hadjres, Ahmed Mebarki, Mya, Yasmine Bourahli, Djamel Talbi, Lamine Sakri, Yasmina Saadoun, Slimane Sayoud, Saïd Rahmani, parrainés par l'artiste Mustapha Adane

##### Galerie Dar El-Kenz

Jusqu'au 6 mai :

Exposition «Quadrphonie picturale» des artistes peintres Moussa Bourdine, Amar Briki, Adlane Djefjel et Moncef Guitta

##### Espace d'art contemporain d'El-Achour

Jusqu'au 9 mai :

Exposition «Strates» de Malek Saleh.

## Coup-franc direct

Un manque flagrant d'organisation

Par Mahfoud M.

Encore une fois, les organisateurs de la finale de la Coupe d'Algérie ont failli lors de cette 52<sup>e</sup> édition, avec des décisions radicales prises pour canaliser les supporters et les gens de la presse. Faire entrer les supporters au stade à 6h du matin est une vraie honte. Et c'est surtout inhumain pour les fans qui ont dû attendre huit heures pour enfin voir le match pour lequel ils s'étaient déplacés. De plus, ils n'ont eu droit à aucun avantage, même pas de consommer de la nourriture ou de se désaltérer. Les journalistes ont été «parqués» dans des bus pour les acheminer vers le stade, obligés, eux aussi, de s'y rendre à une heure pas du tout convenable et n'ont pu s'alimenter dans la cafétéria. Une situation quelque peu difficile. Pourquoi la direction du stade et la FAF n'ont pas prévu une meilleure organisation ? L'ont-ils fait exprès ou s'agit-il seulement d'une mentalité ? Et dire que certains pensaient pouvoir organiser une Coupe d'Afrique et y ont postulé. Il est clair qu'il nous reste beaucoup à faire pour améliorer cette mentalité rétrograde qui fait que ces responsables ne se mettent pas au diapason de la société en général et ne remplissent pas leur tâche convenablement.

M. M.

## 11<sup>e</sup> semi-marathon international de Béjaïa Domination totale des Ethiopiens



LES ATHLÈTES éthiopiens, autant chez les hommes que les femmes, ont outrageusement dominé le 11<sup>e</sup> semi-marathon international de Béjaïa, couru ce dimanche à travers les grandes artères de la ville, sur un parcours de 21 km. Malgré une participation qui a regroupé des nations à forte notoriété, notamment les habituels Kenyans, Marocains et Français, l'épreuve a laissé peu de place au suspense. D'emblée, à moins de sept km, les Ethiopiens ont pris les rênes de la course, se relayant

les uns les autres au peloton de tête avant d'imposer fatalement leur suprématie. Biru Dida Lémi et Kibli Kibida ont fait quasiment cavaliers seuls, terminant avec des chronos très rapprochés, respectivement de 1h.03.52 et 1h.03.54. Seul, l'Africain du Sud Joel MO a pu leur résister, en remportant la 3<sup>e</sup> place, devant une cohue d'autres Ethiopiens et Kenyans formant la première chevauchée à franchir le ruban d'arrivée. Chez les dames, le scénario de la stratégie éthiopienne a été encore plus probant puisque les trois places du podium leur sont revenues avec encore plus de brio. Ayantu Gemechen Abdi, et ses deux compatriotes, Rali et Imachi Débéle, n'ont laissé aucune marge de manœuvre à leurs adversaires. 5 400 athlètes dont 1 800 enfants, issus de 48 wilayas et 15 pays étrangers ont participé à cette 11<sup>e</sup> édition, course sous une pluie battante et sur un tracé digne d'un parcours touristique.

Equitation/Concours national de saut d'obstacles

## Le cavalier Mesrati remporte le Grand prix d'Oran

LE CAVALIER du club équestre de Bordj El Bahri, Mesrati Brahim, montant «Vasco», a remporté le Grand prix de la ville d'Oran comptant pour le concours de saut d'obstacles, clôturé samedi soir au centre équestre «Antar-Ibn-Chedad» d'Es-Sénia (Oran). Mesrati a dominé cette épreuve réservée aux chevaux de 6 ans et plus et cavaliers et cavalières seniors titulaire du 2<sup>e</sup> degré, en accomplissant un parcours sans faute devant le cavalier Chlef Bouabdellah, sociétaire du CHM Blida montant «United» et Boughrab Ali du CHM Blida enfourchant «Batadin» qui a complété le podium. Le prix cadets mémorial «Belkacem Ghazi», ancien président de l'association «Etrier oranais», a été remporté par la jeune cavalière Insaf Metougui montant «Ikram» du club «Etrier oranais», devant le cavalier Rezni Nawfel de Sidi Bel-Abbès montant «Djadid» et Abdelwahab Bentan du même club sur «Asad». Chez les juniors du prix du 65<sup>e</sup> anniversaire de l'association équestre «Etrier

oranais», le cavalier Mahi Amine du Club Haras «Hocine El Mansour» de Mostaganem et son étalon «Etang» s'est illustré de fort belle manière en décrochant la première place devant Saada Halim du club équestre de Bordj El Bahri montant «Artiste» et Malik Azouaou montant «Vent des forêts» du club équestre de Bordj El Bahri, Alger. Cette compétition équestre de trois jours, organisée par le club hippique «Etrier oranais» en collaboration avec la Fédération équestre algérienne dans le cadre des festivités du 1<sup>er</sup> mai, Journée mondiale des travailleurs, a enregistré la participation de 140 chevaux et 180 cavaliers et cavalières, cadets, juniors et seniors de 23 clubs équestres de différentes wilayas du pays. Douze épreuves se sont déroulées lors de cette manifestation équestre la plus en vue, le Grand prix de la ville d'Oran, offrant un beau spectacle aux mordus de cheval, jugée d'un niveau technique «appréciable», selon les spécialistes présents.

Coupe d'Algérie (finale)

# Le MCA rejoint l'USMA et l'ESS

Le MC Alger, qui s'est adjugé la 52<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Algérie de football grâce à une victoire à l'arraché contre le NA Hussein-dey (1-0) dimanche soir au stade du 5-Juillet (Alger), a rejoint l'USMA et l'ESS au palmarès de l'épreuve populaire, avec huit coupes pour chacun d'eux.



Ph. > D. R.

Par Mahfoud M.

Un but d'anthologie inscrit par le défenseur-buteur Abderrahmane Hachoud des 25 mètres a été suffisant pour les Vert et Rouge pour s'offrir ce sacre qui leur permet aussi de sauver leur saison après un début perturbé par les frictions au sein du club et qui ont conduit au limogeage de quelques trois entraîneurs, en plus des changements au niveau de sa direction. Le MCA succède au palmarès de l'épreuve au MO Béjaïa, sacré en 2015 contre le RC Arbaâ (1-0). Ce succès permet aussi aux hommes de Lotfi Amrouche d'aborder dans les meilleures conditions les trois dernières journées du championnat d'Algérie de Ligue 1 Mobilis pour assurer leur maintien parmi l'élite. En revanche, le NA Hussein-

dey a raté l'occasion de remporter son second trophée après celui décroché en 1979 en cinq finales disputées. Pour revenir au Doyen des clubs algériens, il faut savoir qu'il a été à la hauteur des attentes de ses fans qui voulaient ce trophée, d'autant plus qu'il y a une histoire spéciale entre le club et Dame Coupe.

La finale de 2013 a été la seule perdue par le Mouloudia entre les neuf finales auxquelles il a participé, ce qui fait du Mouloudia un vrai spécialiste de l'épreuve en compagnie de l'USMA et de l'ESS et à un degré moindre du CRB.

Par ailleurs, le MCA, peu inspiré face au NAHD lors de ce match, s'est encore une fois remis au coup de patte magique de son latéral droit, Abderrahmane Hachoud, pour l'emporter. Malgré un jeu ouvert,

orienté essentiellement vers l'offensive, le score est en effet resté vierge jusqu'à la 82<sup>e</sup> minute, moment choisi par l'ancien Sétifien, Hachoud, pour débloquent la situation d'un superbe tir des 25 mètres, qui est allé se loger en pleine lucarne (1-0).

Un véritable boulet de canon, n'ayant laissé aucune chance au gardien Boussouf, et au grand dam du Nasria, qui à quelques encablures du coup de sifflet final espérait décrocher au moins les prolongations. Pour sa part, Hachoud, qui a déjà sauvé le MCA de plusieurs mauvaises passes, dont la dernière contre l'USM Alger (2-2) alors que son équipe était menée (2-0) en championnat de Ligue 1, a confirmé son statut d'homme providentiel chez les Vert et Rouge.

M. M.

## Bab-El-Oued a fait la fête

Bab-El-Oued, fief par excellence du MC Alger, fut la destinée préférée des supporters du vieux club de la capitale dès le coup de sifflet final de l'arbitre, pour fêter le huitième trophée des Vert et Rouge dans cette épreuve populaire remportée contre le NA Hussein-dey (1-0) dimanche au stade 5-Juillet. L'antique quartier d'Alger, habillé en Vert et Rouge plusieurs jours avant le match face au NA Hussein-Dey, a «explosé» au

moment du seul but de la partie inscrit par le défenseur Abderrahmane Hachoud à la 82<sup>e</sup> minute. Le temps de jeu restant fut toutefois très long pour les fans mouloudéens avant que le referee Mohamed Benouza ne délivre tout ce beau monde en sifflant la fin du match. Tout de suite, des scènes de joie auxquelles Bab-El-Oued est habitué après chaque sacre de leur équipe favorite, se sont emparées de ce quartier, notamment la place

des Trois horloges, cœur de cette commune populaire de la capitale. Klaxons, youyous, vuvuzela, étaient au rendez-vous avant même que les joueurs mouloudéens ne soulèvent le trophée à environ sept kilomètres de Bab-El-Oued où les dizaines de milliers des supporters qui n'ont pas eu l'occasion d'encourager les leurs à partir des tribunes dégustaient à leur manière ces moments historiques dans les différentes artères et rues du fief du club phare de la capitale. La nuit s'annonçait d'ailleurs longue à Bab-El-Oued et certainement dans les autres fiefs du Mouloudia, un club réputé pour sa large galerie dans les différentes wilayas du pays. Ces moments de joie viennent faire oublier aux mouloudéens la difficile saison qu'ils vivent encore en championnat où les coéquipiers du capitaine Fawzi Chaouchi luttent encore pour leur maintien parmi l'élite. Le huitième sacre du «Doyen» devrait être source de motivation supplémentaire pour les Vert et Rouge afin de s'en sortir en championnat.

## Compétition nationale de rugby Le Stade oranais remporte le 1<sup>er</sup> tournoi national

LE STADE oranais a remporté le trophée du premier tournoi national de rugby, joué dans la ville de Boumedfaâ dans la wilaya de Ain Defla, en battant en finale la formation du JF Bordj El Kifane 20-10, a-t-on appris dimanche auprès de la Fédération algérienne de rugby (FAR). Huit clubs issus de cinq wilayas ont pris part au tournoi, rehaussé par la présence du représentant de Rugby Afrique, le Marocain Mustafa Jilti, qui s'est déplacé, en outre, pour discuter des modalités d'adhésion de l'Algérie à l'instance continentale. Outre le tournoi national (seniors), la Fédération algérienne de rugby a également, organisé, à l'occasion, un tournoi regroupant près de 200 enfants, afin de les initier à la discipline, ajoute la même source.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Blida

## Démantèlement d'un réseau de vol de véhicules

LES ÉLÉMENTS de la sûreté de daïra de Larba (Blida) ont réussi à mettre hors d'état de nuire un réseau de trois individus spécialisés dans le vol de véhicules et la falsification de leurs documents, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Cette affaire a été déclenchée suite à une plainte d'un citoyen de Larba, dont le véhicule a été volé devant son domicile. L'enquête a vite fait de révéler l'identité du suspect et de permettre son arrestation, avant la découverte du lieu du véhicule volé, dans la ville d'Oued El-Alleug, puis l'arrestation du reste

de la bande, a-t-on ajouté de même source. La fouille du domicile du suspect a, en outre, permis la récupération de 11 cartes grises de véhicules de différentes marques, quatre photocopies de cartes grises, 16 plaques d'immatriculation, huit cartes de contrôle technique, six certificats d'assurance, ainsi que des déclarations de vente et autres documents administratifs relatifs à des véhicules, en plus d'une somme de 104 000 DA. Deux membres de cette bande ont été mis en détention préventive, au moment où le troisième a été placé sous contrôle judiciaire. **Hani Y.**

## Développement des technologies solaires

### L'expérience algérienne au menu de la Conférence de Madrid

L'EXPÉRIENCE algérienne dans le développement des technologies solaires sera au menu de la Conférence internationale sur les énergies renouvelables et la qualité de l'énergie, prévue du 4 au 6 mai courant à Madrid, a-t-on appris lundi à Oran auprès du P' Amine Boudghène-Stambouli. L'expérience algérienne dans le domaine des technologies solaires sera mise en relief lors de cette rencontre par ce chercheur de l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (USTO-MB) et son collègue le P' Samir Flazi. Les communications de ces deux universitaires seront respectivement axées sur «la liaison énergie-eau» et «l'analyse de la production d'énergie et son transport depuis les systèmes photovoltaïques de grande échelle en Algérie». Ces deux chercheurs présideront également les travaux d'une session spéciale de la Conférence, mettant en évidence «l'impact des énergies renouvelables sur le développement industriel et l'économie durable». L'USTO-MB a, à son actif, la réalisation du programme «Sahara Solar Breeder» (SSB, élevage de stations solaires), consacré cinq années durant (2011-2015) au développement des technologies solaires. Mené au titre de la coopération algéro-japonaise, le «SSB» a abouti à l'élaboration d'une étude de faisabilité d'un projet d'envergure de production électrique à partir du Sahara en vue de son acheminement vers le nord du pays, via les câbles supraconducteurs. Cette opération a bénéficié à l'USTO-MB sur plusieurs plans, donnant lieu à la consolidation de sa plateforme technologique (acquisition d'équipements de pointe) et au renforcement des capacités

des chercheurs algériens (stages scientifiques au Japon). A la faveur de cette coopération, l'USTO-MB est devenue le premier établissement universitaire algérien producteur de silicium, et ce, depuis juin 2015, date d'acquisition d'un four à induction, équipement innovant conçu par les partenaires japonais. Le principe de fonctionnement de cette machine réside dans le traitement de la silice contenue dans le sable saharien ou dans la diatomée (roche dont le gisement est situé à Sig dans la wilaya de Mascara). Mélangée au carbone, la silice est introduite dans le four où le chauffage provoque l'extraction de l'oxygène, donnant lieu à l'obtention du produit recherché, le silicium qui servira à la fabrication des cellules des panneaux photovoltaïques. Un autre établissement algérien, à savoir l'Université Ziane-Achour de Djelfa, est aussi partenaire de la Conférence internationale de Madrid, avec une session spéciale consacrée aux convertisseurs électroniques de puissance dédiés aux systèmes des énergies renouvelables. **Ali O.**

## CONDOLEANCES

La direction des journaux «Le Jour d'Algérie» et «Les Débats» et l'ensemble du personnel très attristés par le décès du père de leur collègue et amie Amina Zoubiri, lui présentent à elle et à l'ensemble de sa famille leurs condoléances les plus attristées et l'assurent en cette douloureuse épreuve de toute leur sympathie. Que le défunt repose en paix.

**A Dieu nous appartenons  
et à Lui nous retournons**

## Journée mondiale de la liberté de la presse



Djalou@hotmail.com

Skikda, Boumerdès et Bouira

## Un atelier et 20 bombes de confection artisanale détruits

■ Un atelier et 20 bombes de confection artisanale ont été découverts et détruits dimanche par des détachements de l'Armée nationale populaire près de la localité de Kerker, dans la wilaya de Skikda, ainsi qu'à Boumerdès et Bouira, a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Anis F.

«**D**ans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire ont découvert et détruit, le 1<sup>er</sup> mai 2016, un atelier et dix-huit bombes de confection artisanale, près de la localité de Kerker, wilaya de Skikda, ainsi que deux autres bombes à Boumerdès et Bouira», a-t-on précisé de même

source. Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, «des détachements ont arrêté, à Tamanrasset et In Guezam, 42 immigrants clandestins et 8 contrebandiers et saisi 6 véhicules tout-terrain, une motocyclette, 23 détecteurs de métaux, 6 groupes électrogènes et 4 marteaux piqueurs», a ajouté le MDN. A Djanet, «un autre détachement a intercepté 6 contrebandiers et saisi 3 détec-

teurs de métaux, 3 groupes électrogènes et 2 marteaux piqueurs», tandis qu'à Biskra, «des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi un camion chargé de 28 quintaux de tabac». A Aïn Témouchent, «un détachement combiné a appréhendé un narcotrafiquant et saisi 150 kilogrammes de kif traité et un véhicule touristique», selon le communiqué. **A. F./APS**

## Leurs enfants sont privés des bulletins du 2<sup>e</sup> trimestre à Adekar

### Des parents d'élèves protestent devant la direction de l'éducation

Des dizaines de parents d'élèves du lycée mixte de la commune d'Adekar ont pris d'assaut hier le siège de la direction de l'éducation de la wilaya de Béjaïa. Ces derniers protestaient contre la non-remise des notes et bulletins du 2<sup>e</sup> trimestre de leurs enfants par l'administration de l'établissement. Un problème dû à la rétention des notes de plusieurs matières et le boycott des conseils de classes par 11 enseignants. Les parents d'élèves qui ont tenté, en vain, de régler le problème avec le direc-

teur du lycée et la direction de l'éducation ainsi qu'ils ont saisi par écrit le mois de mars dernier, ont décidé de passer à un autre stade de la protestation, à savoir un rassemblement devant le portail de la direction de l'éducation afin de trouver une solution à ce problème. Les parents d'élèves ont saisi l'occasion aussi pour aborder la question du manque de personnel d'encadrement administratif au niveau de cet établissement (adjoints d'éducation, surveillant général, sécurité, cantine, etc...). Les parents d'élèves ont été reçus par des responsables de la direction de l'éducation dont le secrétaire général Bezza Benmensour, le chef de service du personnel, qui les ont rassuré que le problème sera réglé et que le manque de personnel administratif sera pris en charge dès que les nouveaux postes d'adjoints d'éducation seront validés. Le secrétaire général de la direction de l'éducation s'est engagé hier sur radio Soummam à régler ce problème par la voie du dialogue avant l'application des mesures coercitives à l'encontre des enseignants récalcitrants. Selon Hocine Benamara, membre de la section syndicale du CLA du lycée

d'Adekar, «le problème dure depuis longtemps et la responsabilité incombe au directeur qui ne veut pas prendre en charge les revendications des enseignants dont le paiement des heures d'appui d'un enseignant qui a exercé 40 heures en 2015». «Aujourd'hui, nous demandons la venue du directeur de l'éducation et d'une commission capable de prendre des décisions car la commission qui avait été dépêchée (formée de deux inspecteurs et d'un chef de service) il y a quelques semaines n'a pas tranché même si elle s'était positionnée en notre faveur», ajoute notre interlocuteur. Le coordinateur de la section syndicale du CLA, Mokhtar Iguedlène dira pour sa part, que plusieurs points ont été soulevés et le directeur ne veut rien entendre. «Nous avons retenu les notes à l'administration pas aux élèves ou aux parents», fait observer notre interlocuteur qui précise que les notes avaient été remises aux élèves. «Les notes sont prêtes et nous attendons la venue d'une commission pour trancher et les lui remettre». Il y a lieu de noter que le lycée accueille plus de 800 élèves alors qu'il est conçu pour moins de 600.

Hocine Cherfa